

[Print](#)

Tsipras, l'Europe, l'euro et l'OTAN

 De [Bruno Adrie](#)

Global Research, juillet 07, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/tsipras-leurope-leuro-et-lotan/5461080>


Dans un article intitulé « Sortie de l'euro, une occasion historique » publié dans le Monde diplomatique du mois de juillet 2015, l'économiste, député de Syriza, Costas Lapavistas, rappelle que Syriza n'a jamais eu pour objectif de quitter la zone euro mais que cette solution ne pourra qu'être envisagée si « l'attitude inflexible des créanciers a conduit le parti et ses électeurs à réviser leur analyse. » Il constate d'ailleurs que l'idée de sortir de la zone euro « gagne en popularité chez les travailleurs, les pauvres et au sein des classes moyennes inférieures. »

Il envisage alors cette sortie en soulignant qu'elle ne pourrait être obtenue que par une volonté d'airain car, selon lui, les strates supérieures de la société grecque s'y opposeraient étant donné que le système de soumission aux forces financières étrangères leur rapporte. La Grèce, comme toutes les républiques bananières, pardonnez le terme mais la France et l'Allemagne en sont aussi, donc pas de complexes, est soumise à une élite qui « n'a pas la moindre vision d'avenir pour le pays » et « se contente de mettre en œuvre la feuille de route des créanciers » intérieurs et extérieurs.

Il se lance alors dans l'exposé d'un scénario d'abandon de l'euro, au « coût élevé mais temporaire », dans lequel le pays reprendrait le contrôle de sa banque centrale et procéderait à émettre sa monnaie nationale, la drachme. A l'issue d'une période d'ajustement douloureuse mais pas éternelle contrairement aux perspectives offertes par l'austérité à tout prix, le pays pourrait reprendre une croissance interdite par les conditions dans laquelle la Grèce est enfermée aujourd'hui par les milieux financiers européen-américains. Ceci permettrait de faire cesser le programme d'austérité qui touche « les salariés, les retraités, les pauvres et les classes moyennes inférieures » et reporterait le poids de la relance sur les « mieux lotis (...) pour transformer le rapport de forces au sein du pays. » Le programme révolutionnaire proposé par M. Costas Lapavistas se trouve être totalement conforme avec celui du ministre de l'économie Yanis Varoufakis qui a affirmé devant le journaliste anglais Paul Mason qu'il allait « détruire les réseaux sur lesquels l'oligarchie grecque avait appuyé son pouvoir depuis des décennies » (Voir : Yanis Varoufakis: [« We are going to destroy the Greek oligarchy system »](#), Channel 4 News).

M. Costas Lapavistas considère que « L'entrée dans l'UEM a été une erreur considérable de la part de la Grèce » et que ce à quoi nous avons assisté a été la destruction d'une économie faible par une monnaie forte. On pense à l'Argentine de 2002 victime de la parité dollar-peso et qui depuis a repris en main sa souveraineté, sous la conduite de Cristina Kirchner et de son ministre de l'économie Alex Kicillof en dépit de l'hostilité des fonds voutours qui ne semblent être qu'une instance de plus inventée par l'oligarchie étasunienne pour nuire à tous ceux qui voudraient se défaire du joug des créanciers accapareurs imposé par le mensonge, la corruption ou la dictature.

Alors, que penser de l'affirmation d'Alexis Tsipras reprise par le journal [le Monde](#) suite au vote majoritaire du non au référendum de ce week-end : « J'ai tout à fait conscience que le mandat que vous m'avez confié n'est pas celui d'une rupture avec l'Europe, mais un mandat pour renforcer notre position aux négociations afin de rechercher une solution viable » ?

Si par Europe il entend l'Eurozone, alors le référendum est un échec car le maintien de la Grèce

dans le carcan de la monnaie unique ne permettra pas la dévaluation et la reprise envisagée par M. Costas Lapavitsas. Si au contraire par Europe, il entend l'Union Européenne, alors c'est que peut-être il est d'accord avec son député et qu'il souhaite vraiment entreprendre une sortie de l'euro, sans toutefois l'avoir annoncé pour le moment, afin sans doute de ne pas effrayer la pègre financière et de ne pas provoquer les aboiements furieux de son *attack-dog*, l'OTAN, qui prétend assurer notre sécurité.

Affaire à suivre, donc...

Bruno Adrie

Copyright © 2015 Global Research